



# GESTION PUBLIQUE

## La veille internationale en brèves

N° 57 – avril 2015

### Précisions méthodologiques

- Les Brèves et les Réactives sont élaborées à partir d'une analyse de sources d'informations et de rapports publiés tant par les administrations publiques européennes et étrangères, les organisations internationales que dans la presse, notamment.
- Leur objectif est d'apporter un éclairage comparatif sur les réformes de la gestion publique, principalement dans les pays de l'OCDE.
- Elles ne reflètent pas le point de vue de l'IGPDE.
- Pour des questions de format, nous indiquons seulement un ou deux liens ayant permis de rédiger l'information. Si d'autres ressources ont été utilisées, elles apparaissent entre parenthèses dans le corps du texte.

## Note réactive du mois

### N° 72 – Croatie des réformes structurelles devenues incontournables



En récession depuis 2009, la Croatie réagit à la pression de Bruxelles et s'engage à mettre en œuvre des réformes structurelles importantes pour réduire ses dépenses publiques. Des économies à hauteur de 130 millions d'euros sont annoncées pour la première année d'un programme ambitieux alliant privatisations, rationalisation des organisations mais aussi suppression d'avantages salariaux.

[en savoir plus](#)

## Actualité de la gestion publique

### 1 - Gestion de la performance (budget, indicateurs, audits)

#### Grèce



Faisant face à de grandes difficultés en matière de trésorerie, le gouvernement a, par un **décret en date du 20 avril**, demandé à l'ensemble des municipalités de **transférer toutes leurs réserves de liquidités et fonds disponibles à la Banque centrale**. Cette mesure « qui répond à des besoins extrêmement urgents et imprévus » selon Alexis Tsipras, Premier ministre, est présentée comme un prêt que l'État remboursera dès que la situation financière du pays le permettra. Ces dépôts sont estimés à **deux milliards d'euros**. L'État s'est engagé en contrepartie à **prendre en charge le strict nécessaire** : paiement des personnels municipaux, fourniture en eau et en énergie des bâtiments communaux et collecte des ordures ménagères.

[en savoir plus](#)

#### Inde



Le gouvernement du territoire de Delhi, dirigé par le parti Aam Aadmi, vient de lancer son **premier budget participatif**. Une partie du budget s'élevant à 160 milliards de roupies (soit 224,64 millions d'euros) sera consacrée cette année aux différents projets retenus par 10 à 11 circonscriptions de l'assemblée de Delhi. En présence du ministre en chef de Delhi, Arvind Kejriwal, une première réunion s'est tenue dans le bloc (quartier) ouest « Vinod Nagar ». Après un vote à main levée, le **projet ayant retenu le plus de suffrages** est la création d'une bibliothèque (230 votes), devant la création d'un dispensaire (226), la réparation de routes (210), ou la mise en fourrière des véhicules stationnés illégalement (184). Cette réunion a permis aussi de décider de l'attribution de pensions de vieillesse à 5 personnes âgées. **35 autres réunions seront organisées prochainement**. L'expérience, si elle se révèle positive, sera étendue aux 70 circonscriptions de l'assemblée de Delhi l'année prochaine.

[en savoir plus 1](#), [en savoir plus 2](#)

#### Portugal



Pedro Passos Coelho, Premier ministre, a annoncé officiellement, le 5 avril, la **sortie du programme d'assistance financière**, qui arrive à échéance le 17 mai. La décision fait suite à la **12<sup>e</sup> et dernière mission d'évaluation** des trois créanciers (UE, BCE et FMI). Leur rapport, publié le 3 avril, met en avant la nette amélioration de la situation du pays sur les marchés financiers, les nouvelles perspectives économiques et surtout l'existence d'une trésorerie qui **couvre les besoins de financement du gouvernement** pour les douze prochains mois. Grâce à de vastes réformes structurelles, le déficit a été divisé par deux en trois ans et devrait passer **sous le seuil des 3 %** en 2015.

[en savoir plus](#)

#### Royaume-Uni



Le programme « **Effizienz et réformes** », initié en 2010, va, selon Francis Maude, Secrétaire d'État au Conseil des Ministres, permettre d'atteindre, en 2015, une **économie de 20 milliards de livres sterling** (soit une progression de 30 % par rapport à 2014). En cinq ans, l'effectif de la Fonction publique a été **réduit de 21 %** et 2 018 biens immobiliers ont été vendus. **Trois nouvelles mesures** ont été annoncées le 23 mars : le recrutement de 25 experts chargés d'améliorer la capacité commerciale dans le service public, le lancement d'un programme de gestion de projet avec l'université de Cranfield et une étude des télécommunications et de l'infrastructure numérique pour identifier les réseaux qui pourraient être utilisés plus efficacement.

[en savoir plus](#)

## 2 - Organisation et mise en œuvre du service public

#### Espagne



Le gouvernement a décidé de transférer à partir du 15 juillet le **registre civil** (actes de naissance, mariage, divorce et décès) – jusqu'alors assuré par les services du ministère de la Justice – aux officiers du registre de la propriété. Pour le citoyen, **ces formalités vont devenir payantes** : les fonctionnaires du registre de la propriété ont un statut atypique qui organise leur rémunération à l'acte rendu. Plusieurs syndicats se sont élevés contre cette réforme qu'ils **considèrent comme une privatisation**. Rafael Catalá Polo, ministre de la Justice, précise que « le gouvernement souhaite **moderniser un service public**, garantir sa nature de service public et l'adapter au XXI<sup>e</sup> siècle, en surmontant les problèmes actuels du registre civil ».

[en savoir plus](#)

#### Lituanie



Vilnius va renouveler intégralement son éclairage public et a opté pour une **solution de partenariat public-privé**. Le contrat – préparé par Invest Lithuania et supervisé par le ministère des Finances – a été signé avec la société italienne Gemmo SpA qui devra réaliser l'opération dans les deux ans. La ville **prendra ensuite à sa charge l'exploitation et la maintenance** pour une durée de dix-huit ans. La technologie LED doit permettre de **réaliser une économie évaluée à plus de deux millions d'euros** par an (correspondant à une baisse de 70 % de la consommation en énergie). Marie Donnelly, directrice de l'Énergie à la Commission européenne, a qualifié le projet d'« **exemple à suivre** pour l'Union européenne ».

[en savoir plus](#)

#### Suisse



La Confédération vient de modifier son **système de redevance pour l'audiovisuel public**. Jusqu'alors basé sur la détention d'un ou plusieurs appareils de radio ou de télévision, il est désormais **appliqué à tout foyer fiscal**. Le gouvernement a justifié cette décision en indiquant que la diffusion des programmes via Internet – en constante progression – imposait de **concevoir un nouveau modèle économique**, qui continue à assurer le financement de ce service public et qui soit plus juste pour les citoyens. Conjointement, le montant annuel est passé de 462 francs suisses à 400, afin de **faire bénéficier le contribuable des économies réalisées** sur le traitement et l'encaissement de la redevance.

[en savoir plus](#)

## 3 - Qualité de service, relation à l'utilisateur, e-administration

#### Australie



Le système de **paiement des prestations sociales** (retraites, allocation chômage, prestations familiales et allocations pour handicapés), vieux de 30 ans, est en complète rénovation afin de **permettre aux usagers de réaliser leurs transactions en ligne et réduire les coûts de gestion des paiements**. Un partage des données en temps réel avec d'autres organismes sera mis en place. Cela permettra de détecter les fraudes et, par ailleurs, les usagers **n'auront plus à donner les mêmes informations plusieurs fois** grâce à une réelle orientation client du futur système. D'ici fin 2016, de nombreuses améliorations seront apportées au système et la refonte totale est prévue pour 2022.

[en savoir plus](#)

#### États-Unis



La ville et le comté de Denver (État du Colorado) sont un **foyer d'innovation** en matière d'administration locale. Un nouveau site Internet « [Pocketgov](#) », disposant d'une ergonomie adaptée aux smartphones, permet aux habitants **d'avoir accès à toute l'information municipale** mais surtout d'économiser du temps et de l'argent en **communiquant directement avec l'ensemble des services** via les interfaces de messagerie intégrée et de correspondance instantanée. Les **citoyens sont également sollicités** pour transmettre les faits (dégradations, dysfonctionnements) qu'ils peuvent avoir constatés. Avec ce nouveau site, les autorités espèrent diminuer le nombre d'appels téléphoniques et **réaliser une économie** évaluée à 250 000 dollars.

[en savoir plus](#)

#### Italie



Depuis le 1<sup>er</sup> avril, les factures papier transmises à l'Administration ne sont plus ni acceptées ni payées. Avec cette mesure, le pays a **mis en œuvre la directive 2014/55/UE** qui impose la réception par les administrations de la facture électronique d'ici à 2018. Concrètement, chaque fournisseur doit tout d'abord **solliciter la création d'une adresse électronique certifiée** (PEC). La facture doit répondre à des normes de format (XML) et de nommage de fichier, comporter le **numéro d'identification unique** de l'administration destinataire et être **signée électroniquement**. Elle sera ensuite transmise via l'adresse électronique certifiée ou téléchargée sur le portail gouvernemental de facturation électronique.

[en savoir plus](#)

#### Slovaquie



Voulant **réduire la charge administrative** qui pèse sur les entreprises et les citoyens et **éviter de demander à plusieurs reprises** les mêmes informations, le ministère des Finances (chargé du programme gouvernemental de développement de la société de l'information) a annoncé la création d'une **base de données centralisée permettant aux administrations d'échanger leurs données**. Le projet a été chiffré à 13 millions d'euros et devrait être amorti en sept ans. **Trois autres projets**, liés à la modernisation de l'État, sont en préparation : une solution de gestion des projets interministériels, un dispositif de stockage et l'intégration des équipements TIC des établissements scolaires dans le réseau du ministère de l'Éducation.

[en savoir plus](#)

## 4 - Gestion des ressources humaines

#### Allemagne



La publication du dernier « Besoldungsbericht » (rapport annuel sur la **rémunération des fonctionnaires**) met en lumière **des écarts croissants entre les Länder**. Tel est le constat effectué, le 20 avril, par le DGB (Confédération allemande des syndicats). Elke Hannack, sa vice-présidente, indique que « depuis la réforme du fédéralisme de 2006, les gouvernements utilisent de plus en plus leurs compétences unilatérales pour **modifier ou supprimer certains éléments de rémunération** afin de consolider leurs budgets ». Berlin et la Bavière représentent les deux extrêmes de la comparaison : les traitements annuels sont en moyenne **de 18,5 % plus faibles** dans la capitale fédérale.

[en savoir plus](#)

#### Canada



Un nouveau **centre des services de paye** de la Fonction publique fédérale sera opérationnel, fin 2018, à Miramichi (Nouveau-Brunswick). L'annonce – qui répond à un engagement pris par le gouvernement en 2010 – a été faite, le 2 avril, par le Premier ministre, Stephen Harper. Selon lui, « **consolider le système** en remplaçant les systèmes d'information désuets fera **économiser aux contribuables canadiens** des millions de dollars, **créera des centaines d'emplois de haute qualité** et promouvra la croissance économique de la ville ». Le contrat stipule que le bâtiment sera la propriété du constructeur soumissionnaire, qui le louera ensuite au gouvernement pour une période de vingt ans.

[en savoir plus](#)

#### Ukraine



L'université catholique de Lviv va ouvrir à l'automne un **master en administration publique** afin de **pallier le manque de cadres qualifiés dans la Fonction publique**. Certains d'entre eux sont formés à l'Académie de l'administration publique, gérée par l'État, mais cela **n'a pas donné des résultats très probants**, malgré 23 ans d'existence. **Dix cours fondamentaux** y seront dispensés en politique publique, stratégie, finances, gestion des ressources humaines et déontologie. Les **futurs fonctionnaires pourront ensuite choisir une spécialisation** en gestion des collectivités locales, relations européennes ou politiques publiques. Les cours théoriques classiques seront **complétés par des activités pédagogiques plus innovantes** : ateliers, jeux de rôle, études de cas, rédaction de documents de recherche et stages pratiques. Ce master est destiné aux cadres de l'Administration en exercice qui souhaiteraient améliorer leurs compétences et aux étudiants visant une carrière dans la Fonction publique.

[en savoir plus](#)



L'Institut de la gestion publique et du développement économique (IGPDE),  
en partenariat avec l'OCDE,  
organise les 14<sup>es</sup> Rencontres internationales de la gestion publique (RIGP) intitulées :

### « Tiers secteur. Vers un service public collaboratif »

Qu'est-ce que le tiers secteur en France, en Europe, en Russie et en Amérique du Nord ? Quel est l'impact des spécificités culturelles locales sur son développement ? Comment, à travers lui, la société civile participe-t-elle à la conception et la co-production des politiques publiques ? Le tiers secteur constitue-t-il une « solution miracle » en cette période de crise économique et sociale et de forte pression sur les budgets publics ?

Autant de questions autour desquelles débattront chercheurs et praticiens de l'administration et du tiers secteur :

**le 17 juin 2015  
au Centre Pierre-Mendès-France  
des ministères économiques et financiers  
139, rue de Bercy, 75012 Paris**

La conférence se déroulera sur un mode interactif : chaque participant pourra commenter les propos des intervenants ou leur poser des questions via Twitter ou par SMS.

Contact : [recherche.igpde@finances.gouv.fr](mailto:recherche.igpde@finances.gouv.fr)

[s'inscrire en ligne](#)

#### INSTITUT DE LA GESTION PUBLIQUE ET DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION : MYLÈNE ORANGE-LOUBOUTIN, DIRECTRICE GÉNÉRALE  
RÉDACTEUR EN CHEF : PHILIPPE MAZUEL, DIRECTEUR DE LA RECHERCHE  
COORDONNATEUR DE LA PUBLICATION : JEAN-FRANÇOIS ADRIAN  
ÉQUIPE DE RÉDACTION / RELECTURE : JEAN-FRANÇOIS ADRIAN, MARIE COANET,  
VIRGINIE MA-DUPONT /  
GENEVIÈVE RAFFAËLLI, NADINE BERNET  
RÉALISATION ET MISE EN PAGE : IGPDE - BUREAU DE LA RECHERCHE

[recherche.igpde@finances.gouv.fr](mailto:recherche.igpde@finances.gouv.fr) – [@Igpde\\_Gp](#)

PUBLICATION MENSUELLE - ISSN 2105-0740



MINISTÈRE  
DES FINANCES  
ET DES COMPTES  
PUBLICS

MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DE L'INDUSTRIE  
ET DU NUMÉRIQUE